



Industrie
Canada

Industry
Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE

Vol. 7, n° 1, mai 2005

entreprise

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES

tendances

- Entre le quatrième trimestre de 2003 et celui de 2004, les petites entreprises (moins de 100 employés) ont perdu environ 3 300 emplois, soit un recul de 0,2 % dans la création nette d'emplois au Canada.
- Au quatrième trimestre de 2004, il y a eu 1 966 faillites commerciales, soit une diminution de 8 % par rapport à la même période en 2003.
- Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte se sont chiffrés à 95 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2004, soit une augmentation de quelque 7 % par rapport au trimestre correspondant de 2003. Les prêts commerciaux inférieurs à 500 000 \$ représentaient 20 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.
- En 2004, pour la première fois depuis 2000, l'industrie canadienne du capital de risque a accru son investissement annuel : elle a investi 1,8 milliard de dollars dans 589 entreprises, soit une hausse de 6 % par rapport au montant de 1,7 milliard investi dans 647 entreprises en 2003.
- Il y avait 2,47 millions de travailleurs indépendants au quatrième trimestre de 2004. Il s'agit d'une progression de 1,2 % comparativement au trimestre correspondant de 2003.

¹ Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.

NOUVELLE RECHERCHE

Le financement des petites et moyennes entreprises

Le Programme de recherche sur le financement des PME (PRF-PME) a récemment publié son deuxième rapport, intitulé *Le financement des petites et moyennes entreprises au Canada, 2003*.

Principales conclusions du rapport

- Seulement un cinquième (18 %) des PME ont demandé des prêts commerciaux en 2001, dont 80 % ont été approuvés.
- Bien que les types formels de financement revêtent une grande importance pour les PME, les types informels dans leur ensemble (prêts consentis par des particuliers et crédit commercial des fournisseurs) représentaient 40 % des dettes des PME (graphique 1).
- Les banques canadiennes ont accordé environ la moitié du crédit commercial utilisé par les PME en 2000 et en 2001, mais seulement un faible pourcentage (12 %) des prêts qu'elles autorisent est destiné aux PME.
- Les coopératives d'épargne et de crédit et les caisses populaires se sont concentrées sur les autorisations de prêts commerciaux inférieurs à un million de dollars, qui formaient 69 % de leur portefeuille global.

Le rapport signale en outre que le ralentissement de l'économie canadienne en 2001 semble avoir eu une incidence sur le financement des PME au cours de cette période. Cette année-là, seulement 18 % des PME ont demandé des prêts commerciaux, soit une baisse de 5 points de pourcentage par rapport à 2000 (23 %). Par ailleurs, le taux d'approbations de crédit a diminué, passant de 82 à 80 %.

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Faillites commerciales.....	2
Création d'emplois.....	3
Travail indépendant.....	5
Coup d'œil sur l'économie.....	5
Financement.....	6
Faits nouveaux.....	8





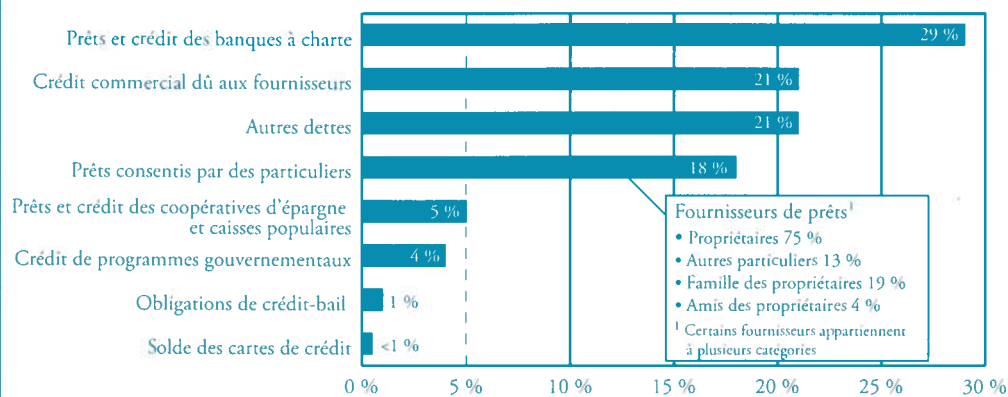
(suite de la page 1)

Le Programme de recherche sur le financement des PME s'est attaché à faire état de recherches plus ciblées portant sur des aspects particuliers du financement des PME. En plus d'aborder un large éventail de questions touchant le financement proprement dit, le rapport *Le financement des petites et des moyennes entreprises au Canada, 2003* présente d'autres produits de recherche, notamment le profil de différents groupes de propriétaires d'entreprise (p. ex., les femmes, les membres des minorités visibles et les jeunes), une analyse détaillée de l'accès au financement pour certains groupes de PME en particulier (p. ex., les lacunes au chapitre du financement par emprunt pour les entreprises novatrices) et des données détaillées sur le financement par emprunt ou par actions et sur le crédit-bail.

Pour commander le rapport ou obtenir de plus amples renseignements concernant le Programme de recherche sur le financement des PME et avoir accès aux autres rapports et aux résultats statistiques, consultez notre site Web à www.strategis.gc.ca/prf.

Le Programme de recherche sur le financement des PME (PRF-PME) est une vaste initiative de collecte de données sur la situation des PME en matière de financement au Canada. Industrie Canada, Statistique Canada et le ministère des Finances Canada ont formé un partenariat par suite d'une recommandation formulée en 1999 par le Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadien.

Graphique 1 : Répartition moyenne (%) des prêts en cours des PME en 2000, par type de fournisseur



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2000*.

FAILLITES commerciales

L'année 2004 s'est caractérisée par une amélioration au chapitre des faillites commerciales. Avec 716 faillites en moins par rapport à 2003, le nombre d'entreprises faillies¹ a diminué de 8 %, passant de 8 844 à 8 128 faillites, tout comme le passif lié aux faillites qui est passé de 4,7 milliards à 3,1 milliards de dollars, une baisse de 33 %.

Le secteur du transport et de l'entreposage a été le principal responsable du ralentissement du nombre de faillites en 2004, avec 159 entreprises faillies en moins, soit 22 % des 716 faillites, suivi du secteur de l'hébergement et des services de restauration avec 120 faillites en moins (17 %). Toutefois, c'est le secteur de l'administration publique qui a connu la plus forte baisse avec 70 % de faillites en moins, passant de 20 faillites en 2003 à 6 en 2004. Le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises a

également enregistré une bonne performance avec une diminution de 48 % (de 75 faillites en 2003 à 39 en 2004).

Au quatrième trimestre de 2004, le nombre de faillites commerciales a également diminué de 8 % par rapport à la même période en 2003 pour se situer à 1 966. Toutefois, cela représente une hausse de 10 % par rapport au troisième trimestre. Quant au passif lié aux faillites, il a aussi connu une baisse de 27 % par rapport au trimestre précédent. Le passif moyen s'est établi à 307 000 dollars par entreprise faillie, soit une importante diminution de 47 % par rapport au troisième trimestre de 2004.

¹ Depuis le premier trimestre de 2004, le Bureau du surintendant des faillites présente les données selon les codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que selon la classification type des industries. Ce changement de méthode pourrait avoir affecté l'exactitude des comparaisons présentées dans ce texte.

CRÉATION d'emplois

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, près de 161 000 emplois nets (emplois rémunérés) ont été créés entre le quatrième trimestre de 2003 et le quatrième trimestre de 2004 (tableau 1). Ce gain est beaucoup plus important que celui de 88 000 emplois réalisé entre les quatrièmes trimestres de 2002 et de 2003. Le tableau 1 révèle que la totalité de la croissance de l'emploi enregistrée entre le quatrième trimestre de 2003 et celui de 2004 était attribuable aux grandes entreprises (500 employés et plus) dont la croissance représentait 101 % de celle de l'emploi total. Les petites et moyennes entreprises, quant à elles, ont perdu des emplois. Parmi les petites entreprises (0 à 99 employés), la catégorie des 5 à 19 employés a été la seule à avoir contribué positivement à la création nette d'emplois (59 %). Ces gains ont toutefois été contrebalancés par le recul de l'emploi dans les autres catégories de petites entreprises.

Le tableau 2 présente une ventilation de la variation nette de l'emploi rémunéré selon l'industrie et la taille de l'entreprise. La variation nette correspond à la différence entre le niveau moyen de l'emploi au cours de la période de quatre trimestres se terminant au quatrième trimestre de 2004 et le niveau moyen au cours des quatre trimestres précédents. Près de 118 000 emplois nets ont été créés au cours de cette période. La plus importante perte d'emplois (50 328) a été enregistrée dans l'industrie de la fabrication; elle correspond à 43 % du total net. Par ailleurs, trois industries ont créé 85 % du total net canadien, soient celles du commerce de détail (40 %), des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (24 %) ainsi que de la construction (21 %). Chez les petites entreprises (0 à 99 employés), le nombre d'emplois a augmenté de 9 574, mais la croissance diffèrait largement d'une industrie à une autre. En effet, le secteur de la construction a connu un gain net de 19 426 emplois, alors que le secteur manufacturier et celui du commerce de gros ont respectivement vu leur nombre d'emplois diminuer de 10 570 et de 8 371.

Tableau 1 : Variation annuelle de l'emploi net rémunéré^{1,2} selon la taille de l'entreprise, Canada, du premier trimestre de 2001 au quatrième trimestre de 2004

Trimestre	Variation annuelle		% de la contribution à la variation nette totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	En pourcentage	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2001	3,7	445 166	10,2	1,3	8,2	6,1	25,8	11,3	3,6	14,9	59,3
T2 2001	2,8	344 563	2,0	8,8	13,2	12,1	36,2	11,1	2,6	13,7	50,2
T3 2001	1,8	220 741	30,4	2,5	17,2	15,9	66,0	0,1	-1,2	-1,1	35,0
T4 2001	0,9	119 087	33,3	39,9	35,9	13,9	123,0	-18,6	-39,6	-58,2	35,2
T1 2002	0,9	110 112	-10,5	32,3	43,0	36,9	101,8	-8,3	-26,6	-34,9	33,1
T2 2002	1,7	220 493	-2,2	5,4	36,9	37,7	77,6	14,1	-16,2	-2,2	24,6
T3 2002	2,9	372 033	-0,5	1,0	24,0	25,4	50,0	16,8	-8,6	8,2	41,9
T4 2002	3,7	468 689	-1,0	2,0	22,3	23,6	46,9	13,1	-1,9	11,1	41,9
T1 2003	3,3	417 394	1,6	-0,2	17,6	19,7	38,8	13,1	2,8	15,9	45,4
T2 2003	2,3	295 106	4,5	0,3	9,6	9,5	23,9	12,4	4,4	16,8	59,3
T3 2003	1,0	132 639	9,0	-5,9	14,5	15,5	33,2	16,4	11,5	28,0	38,8
T4 2003	0,7	88 037	7,4	-15,4	18,6	29,6	40,2	17,3	13,9	31,2	28,6
T1 2004	0,5	60 967	1,4	20,6	16,5	26,6	65,1	0,8	-39,9	-39,1	74,0
T2 2004	0,7	91 118	-20,6	95,2	-29,6	-46,8	-1,8	-32,1	21,4	-10,7	112,5
T3 2004	1,2	158 951	-19,1	59,9	-10,2	-30,3	0,3	-9,6	3,1	-6,5	106,3
T4 2004	1,2	160 950	-12,1	58,6	-13,5	-33,1	-0,2	0,4	-0,7	-0,2	100,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, mars 2005.

¹ La variation annuelle de l'emploi net rémunéré correspond à la variation en pourcentage entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.

(suite à la page 4)

(suite de la page 3)

Tableau 2 : Variation annuelle nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon l'industrie et la taille de l'entreprise, de 2003 à 2004

Industrie	Variation annuelle		Variation nette totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	En pourcentage	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
Exploitation forestière	-6,3	-3 523	-463	289	-317	-354	-845	413	-126	287	-2 965
Exploitation minière, gazière et pétrolière	3,6	5 338	277	465	1 008	-23	1 726	1 594	571	2 164	1 447
Services publics	5,7	6 509	105	197	-344	-801	-844	-2 119	-30	-2 149	9 502
Construction	3,9	25 039	-498	10 056	4 777	5 092	19 426	3 077	2 256	5 333	280
Fabrication	-2,5	-50 328	-2 229	-325	-2 529	-5 487	-10 570	-4 462	-26	-4 487	-35 271
Commerce de gros	-1,4	-10 838	-3 551	2 893	-5 544	-2 170	-8 371	-763	598	-165	-2 302
Commerce de détail	2,9	47 039	-4 603	14 165	-3 223	-9 379	-3 040	-8 700	-112	-8 812	58 891
Transport et entreposage	1,0	5 866	-85	1 129	343	-612	776	1 096	389	1 484	3 606
Industrie de l'information et industries culturelles	-0,1	-345	-100	342	-415	796	623	-1 244	-628	-1 872	904
Finance et assurances	0,2	1 284	-1 640	1 606	-908	485	-458	4 750	1 846	6 596	-4 855
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2,1	4 888	-519	2 892	-28	-1 322	1 024	-321	445	124	3 742
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,7	4 709	475	6 156	-1 712	-727	4 193	3 879	-643	3 237	-2 721
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,0	0	185	714	310	-802	407	236	-777	-541	134
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	4,7	28 178	413	1 118	-2 321	919	128	454	-2 993	-2 540	30 590
Services d'enseignement	1,5	14 140	292	344	-586	-785	-736	491	-2 603	-2 112	16 989
Soins de santé et assistance sociale	1,4	19 128	1 242	8 629	-3 336	-3 812	2 723	-87	373	286	16 120
Arts, spectacles et loisirs	0,5	1 231	220	1 380	288	-975	913	-930	-1 348	-2 278	2 596
Hébergement et services de restauration	0,4	3 527	-3 260	10 884	1 596	-11 587	-2 368	-9 100	1 743	-7 358	13 254
Autres services (sauf les administrations publiques)	1,4	7 099	-3 095	9 022	-1 371	-1 937	2 620	154	1 625	1 779	2 700
Administrations publiques	1,2	9 055	-99	271	556	1 519	2 247	756	-819	-63	6 870
Total pour le Canada³	0,9	117 997	-16 934	72 224	-13 755	-31 962	9 574	-10 829	-260	-11 088	119 510

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, mars 2005.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau moyen d'emploi des quatre trimestres de 2004 et le niveau moyen des quatre trimestres de 2003.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.

³ La variation totale nette de l'emploi dans chaque industrie et selon la taille de l'entreprise peut ne pas correspondre à la somme des différents totaux car ceux-ci ont été arrondis.

TRAVAIL *indépendant*

Dans l'Enquête sur la population active, Statistique Canada distingue cinq catégories de travailleurs indépendants :

- propriétaires actifs d'entreprises constituées en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprises constituées en société sans aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société sans aide rémunérée;
- travailleurs familiaux non rémunérés.

Le tableau 3 présente la ventilation de chaque catégorie de travailleurs, selon le sexe, de 1994 à 2004, ainsi que les taux de croissance annualisés. Lors des dix dernières années, l'ensemble des travailleurs autonomes au Canada a connu une croissance annualisée de 1,9 %, une croissance toutefois moindre que celle des employés (2,1 %).

Après une période de forte croissance entre 1994 et 1999, le nombre de travailleurs indépendants a connu un déclin entre 1999 et 2001, avec un taux de croissance annualisé de -2,8 % chez les hommes et un taux de -5,1 % chez les femmes, une période qui correspond au ralentissement économique de 2000 et 2001. Mais depuis 2001, autant chez les hommes que chez les femmes, le nombre de travailleurs autonomes a repris de la vigueur avec des croissances annualisées respectives de 2,3 % et 2,7 %.

En proportion, les travailleuses autonomes gagnent du terrain par rapport à leurs homologues masculins. En 2004, elles représentaient 34,2 % de tous les travailleurs indépendants alors qu'en 1994, elles comptaient pour 33,5 %. En effet, pendant cette période, les travailleuses indépendantes ont connu une croissance annualisée de 2,1 % comparativement à 1,8 % pour les travailleurs autonomes. Toutefois, il faut noter que l'élan des travailleuses autonomes s'est estompé de 1999 à 2004, avec un taux de croissance annualisé de -0,5 %.

Lors de la dernière décennie, de plus en plus de travailleurs indépendants ont préféré constituer leurs entreprises en société. Ce phénomène est particulièrement présent chez les travailleurs indépendants sans aide rémunérée (hommes et femmes) dont la proportion est passée du simple au double en dix ans. La proportion des hommes travailleurs indépendants sans aide rémunérée dont l'entreprise est constituée en société est passée de 5,8 % en 1994 à 11,4 % en 2004 alors que celle des travailleuses indépendantes de la même catégorie est passée de 1,9 % à 4,3 %. Seuls les hommes travailleurs indépendants avec aide rémunérée dont l'entreprise est constituée en société font exception à la règle puisque leur proportion a baissé de 1,3 point de pourcentage en dix ans. Toutefois, les quatre catégories de propriétaires d'entreprises constituées en société ont tous connu une croissance soutenue ces trois dernières années. En effet, entre 2001 et 2004, leurs taux de croissance annualisés allaient de 3,5 % à 11,3 %.

Quant aux travailleurs familiaux non rémunérés, ils ne cessent de perdre du terrain, notamment chez les femmes. Ces dernières ne constituent plus que 0,8 % de l'ensemble des travailleurs autonomes d'aujourd'hui, alors qu'elles comptaient pour 2,2 % dix ans plus tôt. En dix ans, leur nombre a diminué de 8 % annuellement.

(suite à la page 6)

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 1^{er} avril 2005

Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada. Le PIB réel a progressé à un taux annualisé de 1,7 % au quatrième trimestre de 2004, après avoir augmenté de 2,9 % au trimestre précédent. Cette croissance est principalement attribuable à la demande intérieure finale (qui inclut les dépenses de consommation, les dépenses des entreprises et celles des administrations publiques), dont la croissance est passée de 3,5 % au troisième trimestre à 4,4 %. L'accumulation des stocks des entreprises a aussi contribué à cette croissance. Toutefois, les exportations réelles ont subi un nouveau recul au quatrième trimestre, tandis que les importations réelles augmentaient, si bien que les exportations nettes ont ralenti la croissance. Par ailleurs, les bénéfices des sociétés (avant impôts) se sont accrus de 6,0 %, soit une hausse similaire à celle du troisième trimestre mais inférieure aux taux de 10 % ou plus enregistrés au cours des deux premiers trimestres de l'année. Le revenu personnel disponible a progressé de 4,4 % au quatrième trimestre, sous l'effet d'une croissance de 4,5 % au titre des salaires, comparativement à une hausse de 2,6 % au trimestre précédent. En 2004, le PIB réel a grimpé de 2,8 %, comparativement à une hausse de 2,0 % en 2003.

Dépenses de consommation. Les dépenses de consommation se sont accrues de 4,1 % au quatrième trimestre, comparativement à 3,6 % au trimestre précédent. Les dépenses au titre des biens durables ont ralenti pour s'établir à 3,9 %, tandis que les dépenses au chapitre des biens non durables ont connu une forte croissance sous l'effet de l'augmentation des achats d'essence et d'aliments. Les achats de services ont progressé de 4,4 %, notamment en raison d'une remontée rapide de la demande de services de voyages. En hausse de 3,5 % comparativement à 3,1 % en 2003, les dépenses de consommation ont contribué à la vigueur de l'économie tout au long de 2004.

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation s'est maintenu à un niveau record au quatrième trimestre, alors que la construction résidentielle a fait un bond de 7,0 %. Cette hausse fait suite à une augmentation de 5,1 % au troisième trimestre. Selon des indicateurs récents, l'investissement résidentiel ralentit, le nombre moyen de mises en chantier en janvier et février ayant reculé de 11,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2004.

Investissement des entreprises dans les machines et le matériel. L'investissement des entreprises dans les machines et le matériel a grimpé de 14,4 % au quatrième trimestre, comparativement à 9,1 % au trimestre précédent. La progression a été particulièrement marquée dans le secteur de la fabrication. La construction non résidentielle a augmenté de 1,7 %, par rapport à une croissance de 3,7 % au troisième trimestre. L'investissement dans les machines et le matériel est passé de 4,5 % en 2003 à 9,4 % en 2004.

PIB réel par industrie (aux prix de base¹). Le PIB réel par industrie (aux prix de base) a augmenté de 0,2 % en janvier — comme en décembre. La croissance de la production de biens a ralenti pour s'établir à 0,1 % en janvier, comparativement à 0,4 % en décembre. La très bonne performance enregistrée dans le secteur de la fabrication (croissance de 0,6 %) a été neutralisée en partie par une baisse de la production dans celui de la construction, en l'occurrence le premier recul depuis juin 2004. La production de services a augmenté de 0,3 % en janvier grâce à la vigueur du secteur des ventes au détail.

Compte courant. Le compte courant s'établissait à 25,2 milliards de dollars (taux annualisé) au quatrième trimestre, soit une baisse de 8,2 milliards par rapport au troisième trimestre. Il affichait toutefois un excédent pour le 2^e trimestre de suite. En 2004, l'excédent du compte courant a atteint un niveau record de 33,8 milliards de dollars, soit 10,0 milliards de plus qu'en 2003.

¹ Le PIB mesuré aux prix du marché est calculé selon le prix d'acquisition, qui inclut les taxes payées. Le PIB aux prix de base représente le PIB calculé selon les prix du marché, moins les taxes payées sur les produits, plus les subventions à la consommation.

(suite à la page 7)

(suite de la page 5)

Tableau 3 : Travailleurs indépendants au Canada, proportions et taux de croissance annuels selon la catégorie de travailleurs et le sexe, de 1994 à 2004

	Hommes (pourcentage de l'ensemble des travailleurs indépendants)						Femmes (pourcentage de l'ensemble des travailleurs indépendants)					
	Sans aide rémunérée			Avec aide rémunérée			Sans aide rémunérée			Avec aide rémunérée		
	Tous les travailleurs indépendants	Entreprise constituée en société	Entreprise non constituée en société	Entreprise constituée en société	Entreprise non constituée en société	Travailleurs familiaux non rémunérés	Toutes les travailleuses indépendantes	Entreprise constituée en société	Entreprise non constituée en société	Entreprise constituée en société	Entreprise non constituée en société	Travailleuses familiales non rémunérées
1994	66,5	5,8	29,2	18,4	12,5	0,6	33,5	1,9	20,8	4,6	4,0	2,2
1995	66,2	6,0	28,8	19,1	11,6	0,7	33,8	2,1	20,9	5,1	3,7	2,0
1996	65,5	6,6	29,6	17,8	11,0	0,6	34,5	2,1	21,8	4,8	3,8	1,9
1997	64,6	7,8	29,7	17,2	9,0	0,8	35,4	2,9	22,1	5,3	3,2	1,9
1998	64,3	7,5	31,0	16,2	8,9	0,7	35,7	2,8	22,8	4,9	3,4	1,8
1999	64,9	8,3	30,7	16,7	8,6	0,6	35,1	3,0	22,2	5,2	3,5	1,2
2000	64,8	9,1	30,1	16,3	8,7	0,5	35,2	3,2	21,5	5,6	3,7	1,2
2001	66,0	10,0	29,9	16,6	9,1	0,5	34,0	3,3	20,8	5,2	3,7	1,0
2002	64,8	10,4	29,2	16,1	8,6	0,5	35,2	3,6	21,7	5,4	3,6	0,9
2003	65,4	11,0	29,4	16,2	8,3	0,5	34,6	3,8	21,2	5,2	3,5	0,9
2004	65,8	11,4	28,9	17,1	8,0	0,4	34,2	4,3	20,2	5,7	3,2	0,8
Taux de croissance												
1994-2004	1,8	8,9	1,8	1,1	-2,6	-1,7	2,1	10,4	1,6	4,2	-0,4	-8,0
1994-1999	3,3	11,3	4,9	1,8	-3,8	4,4	4,7	13,9	5,1	6,3	0,7	-7,6
1999-2001	-2,8	5,7	-4,9	-4,0	-0,7	-17,1	-5,1	1,1	-6,7	-3,7	-0,1	-14,2
2001-2004	2,3	7,0	1,3	3,5	-1,8	-0,5	2,7	11,3	1,5	6,1	-2,3	-4,2
1999-2004	0,3	6,5	-1,2	0,4	-1,4	-7,5	-0,5	7,1	-1,8	2,1	-1,4	-8,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2004.

FINANCEMENT

Activité liée au capital de risque au Canada en 2004

En 2004, pour la première fois depuis 2000, l'industrie canadienne du capital de risque a accru son investissement : elle a investi 1,8 milliard de dollars dans 589 entreprises, soit une hausse de 6 % par rapport au montant de 1,7 milliard investi dans 647 entreprises en 2003 (tableau 4). L'industrie américaine du capital de risque a aussi renversé une tendance à la baisse de trois années en investissant 20,9 milliards de dollars américains dans 2 399 entreprises en 2004, soit une hausse de 11 % par rapport au montant de 18,9 milliards investi dans 2 359 entreprises en 2003.

(suite à la page 7)

(suite de la page 6)

Au Canada, les sociétés à capital de risque de travailleurs ont investi 582 millions de dollars, ce qui représente 33 % des sommes investies en 2004. Les investisseurs étrangers (surtout américains) ont également contribué de façon appréciable à l'activité liée au capital de risque au Canada avec des investissements de 479 millions de dollars (27 % du total), comparativement à 336 millions (20 % du total) en 2003. Les fonds indépendants privés ont investi 267 millions (15 % du total).

Malgré la croissance de l'investissement de capital de risque, l'apport des fonds canadiens a chuté, passant de 2 milliards de dollars en nouveaux capitaux engagés en 2003 à 1,7 milliard en 2004. Ce recul de 15 % est principalement attribuable à une baisse de 25 % au titre des ventes réalisées par les sociétés à capital de risque de travailleurs, qui ont accaparé 67 % des capitaux recueillis en 2004, comme au cours des dernières années. En 2004, les fonds indépendants privés ont récolté 26 % des nouveaux capitaux ou 445 millions de dollars, comparativement à 266 millions en 2003. Le ralentissement de l'activité au Canada en 2004 contraste avec la situation observée aux États-Unis, où l'industrie du capital de risque a recueilli 17,6 milliards de dollars américains sous forme de nouveaux capitaux, soit une augmentation de 66 % par rapport à 2003 et le montant le plus élevé depuis 2001.

En raison du ralentissement de l'activité et des autres changements survenus dans l'industrie, la somme des capitaux gérés par l'industrie canadienne du capital de risque a été ramenée de 22,4 milliards de dollars en 2003 à 20,7 milliards en 2004, c'est-à-dire une baisse de 8 %. Les capitaux disponibles pour les investissements (liquidités) ont aussi subi une baisse (11 %), passant de 5,5 milliards de dollars en 2003 à 4,9 milliards en 2004.

Tableau 4 : Activité liée au capital de risque au Canada, de 1998 à 2004

Année	Investissements (en millions de dollars)	Nombre d'entreprises financées
1998	1 558	812
1999	2 650	814
2000	5 778	1 006
2001	3 715	743
2002	2 529	681
2003	1 662	647
2004	1 763	589

Source : MacDonald and Associates Limited.

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 1^{er} avril 2005

(suite de la page 5)

Bénéfices des sociétés (avant impôts). Les bénéfices des sociétés (avant impôts), qui se sont établis à 14 % du PIB, ont atteint des niveaux records au quatrième trimestre grâce aux très bons résultats enregistrés dans les industries du transport, du bois, du papier et des produits chimiques. Au cours de 2004, les bénéfices des entreprises ont augmenté dans la plupart des principaux secteurs, sous l'effet de la bonne tenue du prix des ressources, de la vigueur des dépenses de consommation et de l'augmentation de la demande d'exportation de biens canadiens.

Emploi. Le nombre d'emplois a augmenté de 27 000 en février, après avoir connu des variations négligeables pendant trois mois. Cette croissance est attribuable à une reprise de l'emploi dans le secteur public (38 000 nouveaux emplois). En revanche, l'emploi accuse un recul dans le secteur privé : le nombre des emplois rémunérés a diminué de 36 000, tandis que celui des travailleurs indépendants a augmenté de 24 000. Le nombre d'emplois a reculé de 30 000 dans le secteur des biens, principalement dans l'industrie de la fabrication (28 000). Par ailleurs, le nombre d'emplois dans l'industrie des services a augmenté de 57 000, répartis entre la plupart des secteurs. Le taux de chômage est demeuré à 7,0 % et le nombre de personnes qui sont entrées sur le marché du travail s'est accru.

Indice des prix à la consommation (IPC). L'indice des prix à la consommation affichait une croissance sur 12 mois de 2,1 % en février, comparativement à 2,0 % en janvier. Le taux d'inflation de base, qui exclut les huit éléments de l'IPC dont le prix est le plus volatil et les taxes indirectes, est passé de 1,6 à 1,8 %, demeurant ainsi sous le point milieu de la fourchette cible officielle de 1 à 3 %. En 2004, l'IPC global s'est établi à 1,8 %, par rapport à 2,7 % en 2003.

Intentions d'investissements privés et publics. On prévoit que les investissements privés augmenteront de 6,0 % en 2005. Les bénéfices importants, le prix du pétrole élevé, les améliorations à l'infrastructure et une augmentation de l'investissement manufacturier devraient concourir à stimuler les intentions d'investissement dans une mesure supérieure aux augmentations observées à ce chapitre au cours dernières années. En particulier, l'investissement dans l'industrie de la fabrication ainsi que dans celle de l'exploitation minière, gazière et pétrolière devrait faire un bond appréciable en 2005 (14,9 % et 12,2 % respectivement), tandis que l'investissement gouvernemental devrait poursuivre la tendance à la hausse.

Perspectives économiques. Les perspectives économiques ont été révisées légèrement à la baisse. L'enquête du *Consensus Forecast* menée en mars prévoit que la hausse du PIB réel sera de 2,6 % en 2005 et de 3,0 % en 2006, comparativement aux prévisions de 2,8 et 3,0 % établies un mois plus tôt pour ces deux années. Par ailleurs, les prévisions de croissance aux États-Unis ont été majorées de 0,2 point de pourcentage pour 2005, se chiffrant ainsi à 3,7 %, et sont demeurées à 3,4 % pour 2006.

Banque du Canada. Le 1^{er} mars, la Banque du Canada a maintenu à 2,5 % le taux de financement à un jour, car l'évolution de la situation depuis la publication de sa *Mise à jour du Rapport sur la politique monétaire* en janvier semble indiquer que l'inflation demeurera faible et la croissance économique modérée à court terme. En revanche, de nouvelles données témoignent d'une pression à la hausse sur l'inflation aux États-Unis, ce qui a notamment amené la Réserve fédérale des États-Unis à accroître de nouveau le taux des fonds fédéraux le 22 mars. Depuis juin 2004, la Réserve fédérale a augmenté ce taux de 175 points de base, le portant à 2,75 %. Comme les taux ont augmenté aux États-Unis tout en demeurant stables au Canada, l'écart entre les taux canadiens et américains, tant à court qu'à long terme, a été négatif en mars.

Dollar canadien. Le huard a clôturé à 0,823 \$US le 1^{er} avril 2005, en hausse de 3,4 % après un récent bas niveau le 7 février. La reprise du dollar canadien est principalement attribuable à la faiblesse du dollar américain, malgré l'écart négatif et croissant entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Kevin Koch, par téléphone au (613) 948-4068 ou par courriel à l'adresse koch.kevin@ic.gc.ca

FAITS *nouveaux*

Congrès de l'Association des sciences administratives du Canada, du 28 au 31 mai 2005 à Toronto.

Le congrès de 2005 de l'Association des sciences administratives du Canada (ASAC) aura lieu du 28 au 31 mai à l'hôtel Delta Chelsea de Toronto. Organisé par la faculté d'administration de l'Université Ryerson, le congrès de 2005 propose le thème suivant : « La gestion dans les périodes turbulentes ». Les présentations seront articulées autour des défis actuels auxquels les gestionnaires sont confrontés, notamment les changements technologiques, les évolutions du marché et les restrictions des ressources, le tout dans un contexte d'incertitude internationale accrue.

Pour plus de renseignements sur l'ASAC et le congrès du mois de mai, veuillez consulter le site de l'association à l'adresse www.asac.ca.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse prg-sbp@ic.gc.ca. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part au rédacteur :

Rova Rabemananjara

Courriel : rabemananjara.rova@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : (613) 941-1462

Télécopieur : (613) 946-1035

Site Web : www.strategis.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

54290B



Contient 10 % de
matières recyclées

Comité consultatif sur la réduction de la paperasserie

L'incidence de la réglementation sur le coût à assumer par les entreprises pour faire des affaires et leur capacité à attirer l'investissement est l'une des préoccupations mentionnées le plus souvent par les petites entreprises. La « paperasserie » découle d'une multitude d'activités différentes visant à assurer la conformité aux règlements dans des secteurs de compétence distincts au niveau des trois ordres de gouvernement. Le nouveau Comité consultatif sur la réduction de la paperasserie, dont la présidence est assurée conjointement par Industrie Canada et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, vise à alléger concrètement le fardeau administratif des entreprises et à suivre de près le rendement du gouvernement au fil du temps. La collecte de données de référence sur le coût que doivent assumer les entreprises de différentes tailles pour respecter la réglementation est l'une des mesures approuvées par le Comité dès sa première réunion, qui a eu lieu le 1^{er} mars 2005.

On trouvera dans le site Web de la réglementation intelligente (www.reglementation.gc.ca) des renseignements généraux sur les travaux du Comité.